

DREAL-UD69-RP  
DDPP-SPE-AC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° DDPP-DREAL 2025-133**

**imposant des prescriptions complémentaires  
et actualisant les prescriptions applicables  
à l'installation exploitée par l'IFPEN à Solaize**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est  
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfète du Rhône  
Commandeur de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- VU le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;
- VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.411-2 ;
- VU l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2009 portant refonte des prescriptions régissant l'exploitation de l'établissement IFPEN de SOLAIZE, modifié pour la dernière fois par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2022 ;
- VU le porter à connaissance transmis par l'IFPEN par courrier du 14 novembre 2024 relatif à un projet d'évolution du stockage et distribution d'hydrogène pour le bâtiment Jade, complété le 15 novembre 2024 ;
- VU le porter à connaissance transmis par l'IFPEN par courrier du 9 décembre 2024 relatif à son bilan d'activité proposant une actualisation du tableau de classement ICPE de l'établissement ;
- VU le porter à connaissance transmis par l'IFPEN par courrier du 9 avril 2025 relatif à la construction d'une extension du bâtiment Elbaïte comprenant une nouvelle salle d'expérimentation (salle anhydre) destinée à la production de batteries Li-ion ;
- VU le courrier de la DREAL du 2 décembre 2024 concernant l'évolution du stockage et distribution d'hydrogène pour le bâtiment Jade ;
- VU le rapport du 2 juin 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la lettre du 24 juin 2025 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU les observations de l'IFPEN transmises par courriel du 30 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT que les modifications présentées par l'IFPEN pour le projet d'évolution du stockage et distribution d'hydrogène pour le bâtiment Jade portent sur :

- l'utilisation d'hydrogène pour des bancs moteurs dans deux cellules déjà existantes, portant ainsi le nombre de cellule où est utilisé de l'hydrogène à quatre dans ce bâtiment ;
- l'augmentation des quantités de stockage d'hydrogène de 40 kg, soit de 440 kg à 480 kg, dont un maximum de 200 kg d'hydrogène au niveau de l'aile Sud et de 120 kg au niveau de l'aile Nord du bâtiment Jade connectés simultanément aux unités, et de 160 kg en stockage transitoire ;
- la création d'une nouvelle aire de stockage de 20 m<sup>2</sup> environ de gaz neutres et/ou comburants au Sud-Est du bâtiment Jade ;

CONSIDÉRANT que l'IFPEN a produit des modélisations pour les phénomènes dangereux suivants :

- explosion d'hydrogène à l'intérieur des cellules du bâtiment Jade concernées ;
- perte de confinement par rupture de tuyauterie sur l'alimentation en hydrogène des bancs moteurs, hors du bâtiment Jade.

CONSIDÉRANT que les résultats des modélisations des phénomènes dangereux pour l'évolution du stockage et distribution d'hydrogène pour le bâtiment Jade montrent l'absence d'effet supérieur ou égal aux seuils des effets irréversibles hors site et à l'absence d'effet domino sur les installations du site ;

CONSIDÉRANT que les modifications présentées par l'IFPEN pour le projet relatif à la construction d'une extension du bâtiment Elbaïte comprenant une nouvelle salle d'expérimentation (salle anhydre) destinée à la production de batteries Li-ion portent sur :

- la construction d'une extension du bâtiment Elbaïte de 218 m<sup>2</sup> au sol offrant une surface totale de 331 m<sup>2</sup>, disposant d'une salle anhydre. La paroi de la façade Ouest cette extension est REI120 pour la maîtrise du risque d'effet dominos en provenance du bâtiment Emeraude situé à 8 mètres ;
- la production de batteries Li-ion d'une capacité de l'ordre de 1 Ah. Des cellules de plus grande capacité pourraient être produites occasionnellement pour des projets spécifiques ;
- la création de quatre nouveaux points de rejets à l'atmosphère ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant justifie qu'à ce stade d'avancement de la recherche il n'est pas possible de mettre en œuvre une alternative à l'utilisation du solvant NMP, dans un délai et à un coût économiquement acceptable pour la fabrication de batteries Li-ion ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des équipements de la salle anhydre disposent d'un système d'extraction d'air et qu'un dispositif de traitement des COV par filtre à charbon actif est en place pour traiter l'air extrait des équipements qui sont le siège d'évaporation de NMP, soit d'une part la coating line, comprenant un four et d'autre part une enceinte ventilée comprenant une table d'enduction et l'étuve associée ;

CONSIDÉRANT qu'un capteur de NMP est positionné en aval du filtre à charbon actif de l'extraction de la coating line qui constitue le poste principal d'émission de NMP et que ce capteur fonctionne en continu lorsque l'extraction est en marche ;

CONSIDÉRANT que l'IFPEN indique dans son bilan d'activité :

- l'absence de classement seveso du site
- aucune nouvelle rubrique soumise à un classement ICPE ;
- aucun changement de régime ICPE « à la hausse » ou « à la baisse », malgré certaines évolutions du volume d'activité pour quelques rubriques ICPE ;
- une rubrique soumise à Déclaration n'est plus visée 1414-3 car l'installation a été arrêtée ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de mettre à jour le tableau des activités de l'établissement ;

CONSIDÉRANT que des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 janvier 2009 sont nécessaires pour l'évolution du stockage et distribution d'hydrogène pour le bâtiment Jade et pour la construction d'une extension du bâtiment Elbaïte comprenant une nouvelle salle d'expérimentation destinée à la production de batteries Li-ion ;

CONSIDÉRANT que les modifications présentées par l'IFPEN sont compatibles avec les intérêts mentionnés aux articles aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1**

Il est accusé réception des demandes de modifications formulées par l'IFPEN pour son établissement de Solaize dans les porter à connaissance du :  
-14 novembre 2024, complété le 15 novembre 2024 (Hydrogène – bâtiment Jade) ;  
-9 décembre 2024 (bilan d'activité)  
- 9 avril 2025 complété le 14 mai 2025 (Batteries Li-ion – bâtiment Elbaïte) ;

**ARTICLE 2**

L'IFPEN est autorisé à mettre en œuvre les modifications présentées dans les porter à connaissance mentionnés à l'article 1, sous réserve des prescriptions complémentaires figurant :

- à l'article 4 pour l'évolution du stockage et distribution d'hydrogène pour le bâtiment Jade (reprises de dispositions figurant dans le porter à connaissance) ;
- aux articles 5 et 6 pour la construction d'une extension du bâtiment Elbaïte comprenant une nouvelle salle d'expérimentation (salle anhydre) destinée à la production de batteries.

**ARTICLE 3**

Le tableau de l'annexe 1 du présent arrêté relatif aux activités classées exercées sur le site de Solaize, remplace le tableau de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2009 susvisé.

**ARTICLE 4**

L'article 3.4.2 - Alimentation en carburant des cellules d'essais de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 janvier 2009 est ainsi complété :

- Les stockages d'hydrogène associés au bâtiment Jade sont distants de plus de 20 m des limites de propriété ;
- Les caractéristiques des tuyauteries alimentant les bancs moteurs à hydrogène depuis les cadres de stockage sont les suivantes :

Localisation		Pression max	Diamètre intérieur	Hauteur
SUD Jade Alimentation banc moteur	Tronçon 1 aérien entre cadre de stockage et détente	300 bar	15 mm	2 m
	Tronçon 2 aérien après détente	80 bar	15 mm	2 m
	Tronçon 3 en caniveau après aérien	80 bar	25 mm	0 m
	Tronçon 4 au niveau des guérites	80 bar	15 mm	1 m

NORD Jade Alimentation banc moteur	Tronçon 1 aérien entre cadre de stockage et détente	300 bar	15 mm	2 m
	Tronçon 2 aérien après détente	35 bar	15 mm	2 m
	Tronçon 3 en caniveau après aérien	35 bar	15 mm	0 m
	Tronçon 4 au niveau des guérites	35 bar	15 mm	1 m

- L'exploitant est en capacité de justifier par des modélisations que les effets de surpression supérieurs ou égaux à 50mbar d'une explosion confinée d'hydrogène dans les cellules concernées ne sortent pas des limites du site. L'exploitant est en capacité de justifier les hypothèses de modélisations retenues.

## ARTICLE 5

L'article 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 janvier 2009 est ainsi complété :

3.15 – Dispositions particulières relatives à l'extension du bâtiment Elbaïte comprenant une salle d'expérimentation destinée à la production de batteries Li-ion

### 3.15.1 – Généralités

Les dispositions du point 3.2 – Laboratoires et locaux n'abritant que des petits pilotes et autres activités sont applicables à l'extension du bâtiment Elbaïte.

### 3.15.2 – Dispositions constructives et protections thermiques

La paroi de la façade Ouest de l'extension du bâtiment Elbaïte, faisant face au bâtiment Émeraude est REI 120.

Les autres parois de l'extension du bâtiment Elbaïte sont REI 60.

Le local électrique, type TGBT, installé dans le bâtiment Elbaïte est REI 60.

### 3.15.3 – Surveillance des rejets atmosphériques

Une extraction d'air est mise en place sur tous les postes ou équipements où sont manipulés le NMP dans la salle d'expérimentation (salle anhydre) de fabrication de batterie Li-ion.

Le programme de surveillance des émissions atmosphériques est le suivant :

Exutoires salle anhydre (Elbaïte)	Valeur maximale de COV <sup>(1)</sup>	Mesure d'autosurveillance (COFRAC non imposé)	Mesure recalage (prélèvement et analyse) par organisme ou laboratoire agréé <sup>(2,3)</sup>
Coating line	2mg/m <sup>3</sup>	En continue durant les phases d'extraction	Annuelle (en privilégiant la période de fin de durée de vie du dispositif de traitement, le cas échéant)
Autres exutoires	2mg/m <sup>3</sup>	Non	Annuelle (en privilégiant la période de fin de durée de vie du dispositif de traitement, le cas échéant)

(1) si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h.

(2) s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

(3) le prélèvement doit prendre en compte les rejets de COV par batch.

Les résultats des mesures des rejets atmosphériques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant 5 ans minimum.

L'exploitant est en capacité de justifier à l'inspection des installations classées que le capteur de COV de mesures en continu sur la coating line est :

- adapté aux concentrations recherchées (dont plage de mesures et précision du capteur) ;
- positionné de manière à obtenir des résultats représentatifs des émissions de COV de cet exutoire ;
- est régulièrement étalonné, conformément aux recommandations du constructeur.

L'exploitant est en capacité de justifier à l'inspection des installations classées, le cas échéant, le rendement du dispositif de traitement des COV sur l'air extrait de la salle anhydre.

## **ARTICLE 6 : PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Solaize et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Solaize pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Solaize fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 7 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans le Rhône de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1<sup>er</sup> jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône – direction départementale de la protection des populations – 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (IFPEN – CRES - Rond-point de l'échangeur de Solaize BP 3 69 360 SOLAIZE), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

## ARTICLE 8 : EXÉCUTION

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, et le maire de Solaize sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'IFPEN.

Lyon,  
Le 8 juillet 2025  
Pour la préfète,

La sous-préfète,  
Secrétaire générale adjointe  
Judith HUSSON

Signé électroniquement par  
Judith HUSSON

## ANNEXE 1

**Tableau des activités – IFPEN Solaize**

Rubrique	Désignation	Zones	Niv. d'activité cumulé sur le site	Clt. (1)
1414-1	Installations de remplissage de bouteilles ou conteneurs avec des GPL	10	-	A
2931-1	Atelier d'essais sur bancs de moteurs à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion ; les installations supérieures à 150 kW étant : <ul style="list-style-type: none"> <li>Zone 6 (JADE) : 2 000 kW.</li> </ul>	6	Puissance totale : 2 00 kW	A
4110-3-a	Gaz ou gaz liquéfiés de toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés ; les installations supérieures à 10 kg étant : <ul style="list-style-type: none"> <li>Zone 6 (Jade) : 20 kg</li> <li>Zone 9 (Magasin gaz) : 110 kg</li> </ul>	6, 9, 12	Quantité maximale : 165 kg	A
2910-A1	Puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion étant composée : <ul style="list-style-type: none"> <li>Zone 12 (D 10) : 5,18 MW (2 chaudières eau chaude chauffage de 2,59 MW chacune)</li> <li>Zone 12 (D 82) : 5,12 MW (2 chaudières eau chaude chauffage)</li> <li>Zone 12 (extension bât. 10) : 7,58 MW (cogénération)</li> </ul>	12	Puissance totale : 17,88 MW	DC
2910-A2	Puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion étant composée : <ul style="list-style-type: none"> <li>Zone 8 (H 59) : 5,6 MW (2 groupes électrogènes)</li> <li>Zone 8 (H 59) : 5,25 MW (2 chaudières vapeur process)</li> </ul>	8	Puissance totale : 10,85 MW	DC
1185-2.a	GES fluorés ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone - Appareils clos en exploitation, équipements frigorifiques ou climatiques (y compris les pompes à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg ; aucune installation ne dépasse le seuil de 300 kg.	Site	Quantité maximale : 1 500 kg	DC
1434-1b	Installations de distribution de liquides inflammables ; les installations supérieures à 5 m <sup>3</sup> /h étant : <ul style="list-style-type: none"> <li>Zone 3 (MIXITE) : 20 m<sup>3</sup>/h</li> </ul>	3 , 6	Quantité maximale : 25 m <sup>3</sup> /h	DC
2564-1-c	Nettoyage, dégraissage. de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques ; les installations supérieures à 200 l étant : <ul style="list-style-type: none"> <li>Zone 6 (JADE) : 200 l</li> <li>Zone 7 (ILMENITE) : 200 l</li> </ul>	6 et 7	Quantité maximale : 400 l	DC
2791-2	Installation de traitement de déchets non dangereux. <ul style="list-style-type: none"> <li>Zone 3 (MIXITE) : 0,08 t/j</li> </ul>	3	Quantité maximale : 0,08 t/j	DC
2921-b	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle	6	2,56 MW	DC

4310-2	Gaz inflammables catégorie 1 et 2. Aucune installation ne dépasse le seuil de 1 tonne	3, 4, 5, 6, 9, 10, 11, 12	Quantité maximale : 4,30 t	DC
4330-2	Liquide inflammables catégorie 1 Aucune installation ne dépasse le seuil de 1 tonne	3, 4, 11, 12	Quantité maximale : 1,40 t	DC
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1, aucune installation ne dépasse le seuil de 20 t étant : • Zone 9 (parcs à fût) : 30 t	3, 4, 6, 9, 11	Quantité maximale : 85 t	DC
4718-1.b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (en récipients à pression transportables), aucune installation ne dépasse le seuil de 6 t.	3, 4, 5, 6, 9, 10, 11, 12, 13	Quantité maximale : 8 t	DC
4734-2c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution, l'installation supérieure à 50t étant : • Zone 9 (parc à fûts) : 70 t	3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12	Quantité maximale : 270 t (dont 40 t d'essence ou assimilé)	DC
1185-2.b	GES ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone dans des installations d'extinction, les installations supérieures à 200 kg étant : • Zone 11 (EMERAUDE) : 320kg • Zone 12 (DOLOMITE) : 220kg	6, 11, 12, 15	Quantité maximale : 1 600kg	D
2915-1b	Procédé de chauffage utilisant un corps organique combustible comme fluide caloporteur (à une température supérieure au point éclair) ; les installations supérieures à 100 l étant : • Zone 3 (MIXITE) : 180 l	3, 4, 11	Quantité maximale : 312 l	D
2915-2	Procédé de chauffage utilisant un corps organique comme fluide caloporteur (à une température inférieure au point éclair), les installations supérieures à 250 l étant : • Zone 3 (U167) : 500 l • Zone 3 (U168) : 300 l	3, 5, 10	Quantité maximale : 1 000 l	D
2925-1	Atelier de charge d'accumulateurs produisant de l'hydrogène ; aucune installation ne dépasse le seuil de 50 kW.	7, 8, 10, 12, 13	Quantité maximale : 95 kW	D
2925-2	Atelier de charge d'accumulateurs ne produisant pas d'hydrogène ; aucune installation ne dépasse le seuil de 600 kW.	Site	Quantité maximale : 2 100 kW	D
4715-2	Hydrogène, les installations supérieures à 100 kg étant : • Zone 6 (JADE) : 480 kg • Zone 12 (D 08) : 220 kg	3, 4, 5, 6, 9, 10, 11, 12, 15	Quantité maximale : 900 kg	D

**Vu pour être annexé  
à l'arrêté préfectoral N° DDPP-DREAL 2025-133  
Pour la Préfète,**

La sous-préfète,  
Secrétaire générale adjointe  
Judith HUSSON

Signé électroniquement par  
Judith HUSSON  
Le 8 juillet 2025